**COMITE DES UTILISATIONS PACIFIQUES
DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE
Sous-Comité juridique**

Transcription non éditée

667^{ème} séance

Mardi 9 avril 2002, à 15 h 15

Vienne

Président : M. V. KOPAL (République tchèque)

La séance est ouverte à 15 h 15.

Information concernant les activités des organisations internationales dans le domaine du droit spatial (point 5 de l'ordre du jour) (*suite*)

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Mesdames et Messieurs les délégués, je déclare ouverte la 667^{ème} séance du Sous-Comité juridique du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Veuillez vous asseoir. Mon appel concerne également la délégation de l'Allemagne. Toutes les délégations sont priées de prendre place.

Mesdames et Messieurs, nous allons poursuivre l'examen du point 5 de l'ordre du jour, « Organisations internationales dans le domaine du droit spatial ». Je vous rappellerai que j'ai l'intention de terminer l'examen de ce point 5 cet après-midi. C'est pourquoi je demanderai à toute délégation qui souhaite prendre la parole sur ce point de bien vouloir s'inscrire sur la liste des orateurs auprès du Secrétariat. Je n'ai pas d'orateur inscrit sur ma liste. Y a-t-il une délégation qui souhaite intervenir au titre du point 5 de l'ordre du jour, maintenant ? Le Royaume du Maroc. Vous avez la parole, Monsieur.

M. M. S. RIFFI-TEMSAMANI (Maroc) : Je vous remercie, Monsieur le Président. C'est juste une petite annonce que je voudrais faire. Afin de finaliser les travaux officieux concernant le groupe d'experts des règles d'éthique relatives aux activités

spatiales. Je propose à l'ensemble des délégations une petite réunion dès la fin de session de cet après-midi dans la salle CO713. L'agenda de cette réunion sera le suivant : la réinvitation des représentants au sein du groupe d'experts ; la base de travail concernant le document de la COMEST ; le plan de travail. Merci, Monsieur le Président.

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie, M. le distingué représentant du Royaume du Maroc pour votre invitation. Je donnerai peut-être maintenant la parole à notre Secrétaire afin de vous informer sur les résultats du contrôle de nos télécommunications.

M. P. LÁLA (Secrétariat) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Les techniciens ont informé le Secrétariat qu'ils ont procédé à une vérification complète du système et ils n'ont pas pu trouver l'origine du problème. Alors pour l'instant, il faut vous satisfaire de la situation actuelle. Donc si vous rencontrez des difficultés, il faudra essayer de les régler au fur et à mesure. Merci.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Merci. Nous allons maintenant poursuivre et nous allons passer au point 6, [*l'orateur s'arrête*]. Le représentant de la Grèce, vous avez la parole.

M. V. CASSAPOGLOU (Grèce) : Merci beaucoup, Monsieur le Président. Nous remercions le Secrétariat pour la communication qu'il vient de nous présenter et, si je peux me permettre, comme conseil additionnel, parce qu'on ne peut pas dire

Dans sa résolution 50/27 du 16 février 1996, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique aux termes de laquelle, à compter de sa trente-neuvième session, des transcriptions non éditées de ses sessions seraient établies à la place des procès-verbaux. Cette transcription contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations telles que transcrites à partir de bandes enregistrées. Les transcriptions n'ont été ni éditées ni révisées.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire de la transcription, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication au chef du Service de la traduction et de l'édition, bureau D0708, Office des Nations Unies à Vienne, B.P. 500, A-1400 Vienne (Autriche). Les rectifications seront publiées dans un rectificatif récapitulatif.

que l'on va se débrouiller, telle qu'est la situation avec le canal 4, s'il y a des orateurs francophones, de mettre le système de 7 à 0, pour qu'on puisse directement écouter les francophones. C'est un conseil technique d'un juriste. Merci, Monsieur le Président.

Questions relatives : a) à la définition et à la délimitation de l'espace extra-atmosphérique ; b) aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires, notamment aux moyens permettant de l'utiliser de façon rationnelle et équitable sans porter atteinte au rôle de l'Union internationale des télécommunications (point 6 de l'ordre du jour) (suite)

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie, M. le juriste, de votre conseil, au nom de toutes les délégations. [*interprétation de l'anglais*] : Mesdames et Messieurs, nous allons poursuivre l'examen du point 6 de l'ordre du jour, « Questions relatives à la définition et à la délimitation de l'espace et aux caractéristiques et à l'utilisation de l'orbite des satellites géostationnaires ». Je n'ai pas non plus d'orateur inscrit sur ma liste. C'est pourquoi je voudrais savoir s'il y a une délégation qui souhaite intervenir au titre de ce point 6, à ce stade de nos travaux. Le Nigéria.

M. T. BARISBE (Nigéria) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Ma délégation voudrait intervenir concernant la liste des organisations et le questionnaire sur les questions juridiques concernant les objets aérospatiaux. Ces documents ont été distribués ce matin et ma délégation voudrait que, dans la partie « Autres organisations », on mette l'Organisation régionale africaine pour les télécommunications, que l'on rajoute donc cette organisation régionale africaine à la liste des organisations dans la partie « Autres organisations », « *Others organisations* ». Merci.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Merci. Y a-t-il un autre orateur qui souhaite intervenir au titre du point 6 de l'ordre du jour, définition, délimitation et orbite géostationnaire ? Cela ne semble pas être le cas. Nous allons poursuivre l'examen du point 6 demain matin. Je voudrais vous informer que j'ai l'intention de conclure l'examen de ce point 6 en plénière demain matin. C'est pourquoi je demanderai instamment à toute délégation qui souhaite intervenir au titre de ce point, de bien vouloir s'inscrire sur la liste des orateurs auprès du Secrétariat et de le faire dès que possible.

Examen de la convention relative aux garanties internationales portant sur les matériels d'équipement mobile (ouverte pour signature au Cape le 16 novembre 2001), ainsi que l'avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux (point 8 de l'ordre du jour)

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Nous allons maintenant passer à l'examen du point 8, « Examen de la convention relative aux garanties internationales portant sur les matériels d'équipement mobile (ouverte pour signature au Cape le 16 novembre 2001), ainsi que l'avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux ». J'ai deux orateurs sur ma liste et je vais maintenant donner la parole au premier orateur, le représentant de la France.

M. D. WIBAUX (France) : Merci. Sur cette question, tout d'abord merci aux délégués qui ont bien voulu marquer leur appréciation de la réunion qui s'était tenue à Paris. Merci à mon tour à la délégation italienne pour la réunion de Rome et merci à vous, Monsieur le Président, pour cette présidence tout à fait effective et féconde du mécanisme consultatif dont nous avons aujourd'hui, dans le document L.233, les conclusions qui, nous le savons tous, ont été adoptées par consensus, même si l'ensemble du rapport n'a pas lui-même fait l'objet d'une adoption en bonne et due forme, ces conclusions, je crois, doivent pour nous désormais être le document de référence, point 94 à 107 du document L.233.

Je voudrais redire ici tout l'intérêt que présente, du point de vue de la délégation française, le travail entrepris par l'organisation UNIDROIT. L'avant-projet de protocole contribuera certainement à l'aménagement d'un cadre juridique qui doit accompagner ce développement de l'activité commerciale ou privée dans l'espace. Ce protocole doit certainement contribuer à la mobilisation, par les États et les autres acteurs, de financements nouveaux. Il s'agit donc d'une initiative dont, du point de vue de la délégation française, on ne peut que se réjouir, une initiative qui doit être soutenue.

UNIDROIT est une organisation internationale qui, du point de vue de la France, a déjà fait ses preuves dans d'autres domaines. Laissons cette organisation travailler, je crois que c'est la meilleure chose que nous puissions faire ici. Chacun son rôle. UNIDROIT est une organisation internationale en bonne et due forme. Le mécanisme a proposé que les négociations, M. Stanford nous le disait ce matin, devraient s'engager à l'automne. Le mécanisme disait que ces

négociations devraient être ouvertes à des pays non membres de l'organisation UNIDROIT. Je pense qu'il s'agit là d'une recommandation tout à fait utile que le Comité pourrait reprendre à son compte [*inaudible*] [...] et bien entendu à chaque gouvernement de déterminer comme il l'entend la composition de sa délégation dans cette négociation et bien entendu, à chaque gouvernement d'aller porter dans cette négociation, le message qu'il estime devoir y porter et notamment sur la question de la compatibilité du projet de protocole avec le droit international public de l'espace et, en particulier, les grands traités.

Sur cette question de la compatibilité de l'avant-projet d'UNIDROIT avec le droit international public de l'espace, je voudrais redire ici qu'il s'agit, du point de vue de la délégation française, d'une question importante qu'il faudra sans doute approfondir, d'une question qui, en tout état de cause, ne pourra faire l'objet d'une appréciation définitive que quand ce projet sera plus avancé. Je crois que, parmi les questions, devra faire l'objet d'un examen tout à fait attentif, la question de la portée du transfert de propriété en vertu des mécanismes du protocole au regard des règles du droit international public de l'espace et notamment des règles relatives à la responsabilité. Il s'agit là d'un point tout à fait important pour la délégation française, point sur lequel les délégués à cette négociation d'UNIDROIT devront travailler, point sur lequel notre Comité pourrait éventuellement revenir plus tard si, comme je crois, cela résulte des recommandations du mécanisme, le point protocole devait être maintenu à l'ordre du jour.

Il y a d'autres questions qui ont été évoquées ce matin par différentes délégations. Je ne voudrais pas abuser de votre temps mais cette question du service public, la question du transfert des droits accessoires, toutes ces questions, bien entendu, méritent d'être examinées soigneusement.

Du point de vue de la délégation française, il n'y aurait pas d'inconvénients, au contraire, à confier les fonctions d'autorité de surveillance du registre au Secrétaire général des Nations Unies, dès lors que celui-ci en serait d'accord et, de ce point de vue, peut-être notre Comité pourrait-il suggérer que le Secrétariat étudie un peu plus cette question, du point de vue juridique, financier, etc., mais je dirais qu'il ne nous semble pas qu'il y ait d'obstacle de principe, au contraire.

Monsieur le Président, voilà, pour faire bref sur l'ensemble de cette question, encore une fois il est sans doute trop tôt pour se prononcer sur la question de la compatibilité. Je pense qu'il est

certainement trop tôt pour se prononcer en particulier sur le point de savoir si référence doit être faite au droit international public de l'espace et aux grands traités, dans le préambule ou dans le dispositif du protocole. Laissons travailler le secrétariat d'UNIDROIT, laissons travailler les délégués gouvernementaux à UNIDROIT quand la négociation va s'ouvrir, et puis, au besoin, on pourra révoquer la question au Sous-Comité juridique si, comme je le pense, il faut maintenir la question à l'ordre du jour. Mais encore une fois, je dirai, chacun son métier et je crois qu'il ne faut pas multiplier, je ne suis pas technicien, mais je crois qu'il ne faut pas multiplier les interférences. J'en ai terminé, je vous remercie.

Le PRÉSIDENT : Je vous remercie, M. le distingué représentant de la France, de votre déclaration sur le point 8, « Considération de la convention et du protocole ». [*interprétation de l'anglais*] : Je vais maintenant donner la parole au représentant de l'Ukraine qui souhaite intervenir au titre de ce point de l'ordre du jour.

M. N. KRASYLYCH (Ukraine) [*interprétation du russe*] : Je vous remercie, Monsieur le Président. D'emblée, au nom de ma délégation, permettez-moi d'exprimer notre reconnaissance au Secrétariat et à l'UNIDROIT ainsi qu'aux gouvernements de la France et de l'Italie pour l'organisation heureuse des consultations intersession portant sur l'avant-projet de protocole. Nous voudrions également remercier le Secrétariat du Comité de nous avoir distribué les résultats, le fruit de ces consultations.

L'adoption de la convention relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement est une chose tout à fait positive. En effet, l'unification des normes réglementant les moyens de s'assurer de l'exécution des engagements dans un document international de ce type peut potentiellement favoriser l'apparition de nouvelles possibilités pour le financement des projets commerciaux concernant les équipements mobiles de grande valeur commerciale. Avec l'adoption de cette convention on crée un nouveau mécanisme juridique permettant de régler les relations économiques et commerciales dans le cadre de la réalisation des projets spatiaux.

Dans ce document juridique international, on retrouve étroitement liées les normes du droit public et privé. Dès lors, la préparation d'un tel document s'accompagne de la nécessité d'élaborer plus avant certains points particuliers, et il importe également que des spécialistes du droit public et privé participent activement à son élaboration. L'Ukraine a entamé le processus d'élaboration de

ce protocole au cours des consultations intersession à Rome. À Rome nous avons présenté des propositions visant à améliorer cet avant-projet de protocole, et la façon dont on pourrait le lier de façon plus étroite aux principaux traités internationaux sur l'espace. Nous sommes heureux de constater que dans le texte de l'avant-projet de protocole en date du 27 février 2002, il s'agit du document L.232, se retrouvent grand nombre de nos remarques et de nos commentaires.

D'une façon générale, le niveau de préparation de ce texte est tout à fait satisfaisant. Le document a été élaboré de façon suffisamment fouillée et la dernière mouture de ce texte, à notre avis, est conforme aux conventions et protocoles déjà approuvés, relativement à l'équipement aéronautique. Il répond d'une façon générale aux exigences de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

Dans mon intervention, je voudrais aborder de façon plus spécifique un certain nombre d'aspects concernant le lien entre les normes de l'avant-projet de protocole et les normes des traités de l'espace. La convention de l'UNIDROIT et son protocole, à notre avis, ne contiennent pas de dispositions qui soient contraires à la Convention sur l'immatriculation. Toutefois, dans le cadre de l'adoption de cette convention relative aux garanties internationales, il importe d'assurer une interaction entre le registre des objets lancés dans l'espace et le registre des garanties internationales prévu par l'avant-projet de protocole. À notre avis, il serait judicieux que le texte du protocole prévoit d'établir ce lien entre l'information qui sera incluse dans le registre découlant du protocole et le registre que détient l'ONU conformément à la Convention sur l'immatriculation. Cela nous permettrait d'avoir une information plus complète relativement aux objets spatiaux, de leurs propriétaires ainsi que relativement aux droits des tiers sur les biens spatiaux.

Toutefois, en comparaison avec le registre des objets lancés dans l'espace qui contient un minimum d'informations, le registre des garanties internationales devrait contenir des informations beaucoup plus détaillées concernant les biens spatiaux immatriculés. À notre avis, le processus d'immatriculation de ces garanties devrait être assumé par une organisation créée spécialement à cette fin. Par ailleurs, la fonction de surveillance devrait incomber, à notre avis, à une structure de l'ONU à savoir notamment, le Bureau des affaires spatiales. Il nous semble également indispensable de réglementer de façon plus précise l'ordre de création et de fonctionnement de l'organe d'immatriculation ainsi que ses pleins pouvoirs et

de le mentionner clairement dans l'avant-projet de protocole.

Pour ce qui est de la question des liens ou des rapports entre les dispositions de la Convention sur la responsabilité internationale et la convention sur les garanties internationales et le protocole, sur ce point je vois un certain nombre de problèmes. Tout d'abord, la question concernant la responsabilité absolue de l'État de lancement pour les dommages causés par l'objet spatial telle que prévue par la Convention sur la responsabilité, n'a pas été réglée. La question de la responsabilité des créanciers qui peuvent, conformément à la Convention, obtenir l'objet en leur possession, suite à la réalisation de certains moyens de défense juridique, ce problème non plus n'a pas été réglé entièrement dans le texte. Un tel créancier peut se trouver sur le territoire d'un autre État que l'État de lancement. Dès lors, cet État, donc l'État de lancement, ne peut pas procéder au contrôle et à une surveillance appropriée sur cet objet.

Afin de réglementer les liens entre l'État de lancement et les nouveaux propriétaires potentiels des biens spatiaux, le protocole devrait prévoir le droit de recours des États par rapport à toute personne qui exerçait son contrôle sur l'objet et dont les activités ont causé les dommages invoqués. Deuxièmement, il importe également d'élaborer de façon plus précise un mécanisme concernant des recours ou des demandes de biens spatiaux en cas de non-exécution ou d'une exécution insuffisante ou inappropriée des engagements. Le régime juridique spécifique des biens spatiaux prévoit que lors des recours vis à vis des objets faisant partie des biens spatiaux, on se pose la question de la nécessité de transfert des droits liés à l'objet tels que prévus dans le paragraphe 2 de l'article premier du protocole, c'est-à-dire autorisations, licences et autres documents appropriés. Ces questions ne peuvent être réglées uniquement au niveau d'une entente ou d'un accord entre le créancier et le débiteur. D'une façon générale, ces questions relèvent de la compétence des organes publics appropriés, à savoir des personnes morales du droit public.

Étant donné que dans le cadre de la Convention sur la responsabilité, les États assument la responsabilité des résultats de leurs activités spatiales, il serait peut-être judicieux que ce protocole prévoit la nécessité d'un accord entre les organes compétents concernant l'achat et la vente des biens spatiaux et des autres accords pertinents relatifs à la Convention. Le règlement de ce problème permettrait d'assurer et de faciliter l'adoption des normes pertinentes de la convention et du protocole, réglementant la protection des

droits du créancier en cas de non-respect des engagements relativement à ces accords. En cas de demande d'indemnisation concernant les biens spatiaux et la question du transfert liée aux droits spatiaux aura toujours lieu et ne pourra être réglée de façon générale, que par négociation avec l'organe public. Il importe également d'examiner plus avant la question du droit public et une majeure partie de la convention et du protocole s'occupe justement de ces questions relevant du droit privé.

En conclusion, je voudrais noter que du point de vue de la technique juridique, le texte de l'avant-projet de protocole est bien compliqué pour pouvoir être compris par les acteurs de l'activité spatiale, acteurs qu'il faut justement intéresser aux avantages de ce nouveau régime international. Par ailleurs, le texte du protocole tout comme le texte de la convention ont été en grande partie élaborés sous l'influence de la tradition du droit coutumier. Dès lors, il serait sans doute opportun de proposer au secrétariat d'UNIDROIT qu'en parallèle avec l'élaboration de l'avant-projet de protocole, de préparer en parallèle des commentaires ou des explications présentant les avantages du nouveau régime juridique que l'on pourrait envoyer aux États intéressés pour information.

En conclusion, notre délégation estime qu'il serait utile d'inclure cette question à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du Sous-Comité juridique. Merci.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie, Mme la représentante de l'Ukraine, pour cette intervention.

Mesdames, Messieurs, nous sommes arrivés ainsi à la fin des orateurs qui composaient la liste des intervenants sur ce point. Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent intervenir ? Le représentant de l'Autriche a la parole.

Mme U. HIEBLER (Autriche) [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie, Monsieur le Président. Nous aimerions nous faire l'écho des remerciements qui ont été exprimés par un certain nombre de délégations ce matin et cet après-midi, adressés au Bureau des affaires spatiales à propos du rapport résultant des consultations entreprises dans le mécanisme de consultations, et aux gouvernements de la France et de l'Italie d'avoir accueilli deux groupes informels à Paris et à Rome.

Monsieur le Président, cette question est très importante pour l'Autriche, de même que le fait que le COPUOS ait été approché par l'UNIDROIT pour

considérer la convention comme un protocole. Le COPUOS, par le biais de sa commission juridique, est le seul cadre pour réglementer les activités humaines dans l'espace extra-atmosphérique. Ce qui veut dire que ce Sous-Comité doit faire entendre sa voix pour ce qui est de l'élaboration d'instruments internationaux et juridiques comme la convention et son protocole.

Nous nous félicitons de voir que le Sous-Comité juridique qui s'occupe du projet UNIDROIT l'ait fait dans le cadre d'un mécanisme consultatif et nous pensons que les travaux entrepris entre les sessions de travail ont été très constructifs et très fructueux. Nous nous félicitons des conclusions auxquelles nous sommes parvenus à la réunion de Rome qui se trouvent au document L.233, 4^{ème} partie.

Monsieur le Président, comme vous pouvez le voir dans ces conclusions, il faudra prendre encore bien des mesures à propos d'un certain nombre de questions. Nous avons décelé un certain nombre de questions à résoudre que certaines délégations ont exprimées dès ce matin. De même que ma délégation, elle-même, l'a fait dans le contexte des mécanismes informels et dans le cadre des réponses au questionnaire qui a été renvoyé au Secrétariat et qui a été remis dans le cadre du document de conférence 4 à toutes les délégations.

Il n'y a pas de contradiction entre le droit spatial et le document, mais il pourrait y avoir des problèmes dans la mise en œuvre et il faut certainement examiner un certain nombre d'aspects qui restent à résoudre. Il est nécessaire de déterminer les questions qui nécessitent des orientations et des directives, et il faut également prévoir la rédaction du protocole dans UNIDROIT, c'est-à-dire le groupe d'experts gouvernementaux qui va se réunir dans le deuxième semestre de cette année. Nous sommes heureux de la décision d'UNIDROIT d'avoir offert la participation à tous les États membres et observateurs du COPUOS ainsi qu'aux représentants du Bureau des affaires spatiales.

Il reste néanmoins une question, Monsieur le Président, qui à notre avis, devrait être résolue dans le cadre des Nations Unies. Il s'agit du rôle que les Nations Unies pourraient assumer d'autorité de supervision ou d'autorité d'enregistrement pour la convention et pour le protocole. Cette question a été l'une des principales raisons pour lesquelles l'UNIDROIT a présenté le projet de protocole et nous sommes pleinement d'accord avec le document L.233 qui prévoit que le système d'enregistrement assure les utilisateurs potentiels de la possibilité de créer une organisation

internationale. Comme beaucoup d'organisations dans cette salle, l'Autriche est en faveur de cette dernière suggestion, à savoir que les Nations Unies assument le rôle d'autorité de supervision. Son rôle consisterait à réglementer et superviser les activités et à nommer l'autorité d'enregistrement. L'autorité d'enregistrement ne serait pas la même que l'autorité de supervision. Il faudrait que la supervision soit menée à bien par les Nations Unies qui est la seule organisation responsable du développement du cadre juridique et politique qui régit ces activités humaines dans l'espace extra-atmosphérique. J'ajouterais, Monsieur le Président, que, de l'avis de l'Autriche, la fonction d'enregistrement pourrait être menée à bien même par une entité privée.

Le travail, dans le cadre du protocole, se poursuit dans le cadre d'UNIDROIT et une conférence diplomatique est prévue pour 2004. Nous pensons que le moment est donc venu de rappeler la conclusion 103 de la réunion de Rome qui prévoit la possibilité de mener à bien un examen préliminaire des exigences potentielles pour la mise en œuvre du système d'opération. Nous sommes donc en faveur de la proposition de la France et celle qui a été faite il y a quelques instants, à propos de commencer les recherches à propos des besoins juridiques et financiers afin que les Nations Unies assument l'autorité de supervision. Nous pensons que le Sous-Comité devrait, en vue de parvenir à une décision sur cette question lors de la 42^{ème} session de 2003, qui devrait permettre de prendre une décision en connaissance de cause.

Pour ce qui est du paragraphe 103 du document L.233, nous aimerions appuyer la délégation française dans sa proposition que l'OOSA reçoive le mandat de mener à bien avec d'autres organisations internationales, un examen des exigences économiques et financières en vue de présenter au Sous-Comité juridique de 2003 un rapport à ce sujet. L'Autriche serait en faveur de voir le Sous-Comité poursuivre l'examen de cette question de l'ordre du jour l'année prochaine jusqu'à ce que les travaux relatifs au protocole soient terminés au sein de l'UNIDROIT. Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette possibilité de partager notre point de vue avec tous les autres membres du Sous-Comité juridique.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je remercie la représentante de l'Autriche pour cette déclaration. Y a-t-il d'autres représentants qui souhaitent s'exprimer sur cette question ? Je n'en vois pas. Je vois la pancarte de l'observateur d'UNIDROIT qui a demandé la parole. Je vous en prie, Monsieur.

M. M. STANFORD (UNIDROIT) [*interprétation de l'anglais*] : Merci, Monsieur le Président. Bonjour, Mesdames et Messieurs. Il faudrait peut-être dire quelque chose à propos d'une ou deux remarques qui ont été faites jusqu'ici.

La première est la remarque de la représentante de l'Ukraine à propos de la souhaitabilité du mémorandum d'accord à propos de l'explication en détail aux gouvernements du nouveau régime pour les États. Nous prenons acte de cette remarque. Nous pensons qu'effectivement il serait très utile pour les gouvernements qui arrivent dans cette réunion pour la première fois, qui ne soient pas ici, bien entendu, lorsque la commission d'experts gouvernementaux se réunisse, soient effectivement mis au courant. L'une des décisions qui a été prise dans le cadre de la conférence diplomatique consistait à charger le rapporteur des experts gouvernementaux de préparer un rapport d'explications sur la convention et le protocole. La représentante de l'Ukraine avait sans doute à l'esprit ce genre de rapport. Je crois que l'article 36 de la convention, première version, le prévoit. Mais je pense que le rapport explicatif sera prêt en vue de la réunion du comité d'experts gouvernementaux, pour la prochaine réunion.

La deuxième remarque a trait à ce qu'a dit le représentant de la France et la représentante de l'Autriche, à savoir que l'on demande au Bureau des affaires spatiales d'examiner les exigences financières et juridiques de la sanction par les Nations Unies de l'autorité de supervision. L'AIEA a été invitée, d'ores et déjà, à exercer cette fonction d'autorité de supervision pour ce qui est des vaisseaux spatiaux, et la deuxième session de la commission préparatoire qui devrait établir les exigences opérationnelles des systèmes d'enregistrement d'équipement dans les vaisseaux spatiaux, devrait se réunir le mois prochain. Si je ne m'abuse, les Nations Unies pourront obtenir énormément d'informations d'une telle réunion. Les questions qui se posent sont extrêmement semblables. Vous savez sans doute que l'un des soucis principaux de l'AIEA lorsqu'elle a assumé la tâche d'autorité de supervision, consistait à obtenir des fonds pour mener à bien cette activité. Elle l'a obtenu et maintenant il faut des règlements que l'AIEA doit promulguer pour le système d'enregistrement. Des règlements qui régiront le système de cotisation de la part des États. Les travaux de l'autorité d'enregistrement commenceront le mois prochain et je pense que ce serait bien qu'un responsable ou un représentant du Bureau des affaires spatiales soit présent afin d'en tirer des enseignements. Je crois que cela irait dans le sens des propositions faites par la France et l'Autriche. Je vous remercie, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie, M. l'observateur d'UNIDROIT, Dr Martin Stanford. Merci de vos remarques et d'avoir répondu également à des questions qui ont été soulevées cet après-midi. Mesdames et Messieurs les délégués, j'ai encore un orateur sur ma liste d'intervenants sur cette question, il s'agit du représentant de la Belgique à qui je donne sans délai la parole.

M. M. MAYENCE (Belgique) : Merci, Monsieur le Président. Très brièvement puisque nous nous sommes déjà exprimés ce matin, sur cette question particulière du parallèle possible entre le Bureau des affaires spatiales ici à Vienne et l'OACI quant au rôle à jouer dans la mise en œuvre de la convention et de ses protocoles respectifs aéronautiques et spatiaux. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que l'OACI est une organisation spécialisée qui a l'habitude de traiter de la régulation des activités commerciales et privées dans son secteur, ce qui n'est pas le cas de l'OOSA qui n'est déjà pas une organisation spécialisée, c'est un organe du Secrétariat général des Nations Unies et il n'a pas, dans son domaine de compétence, la régulation d'activités privées et commerciales d'exploitation ou d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Encore une fois, Monsieur le Président, nous sommes tout à fait en ligne avec les conclusions du mécanisme de consultations, nous n'avons aucun problème avec les procédures d'investigations complémentaires sur la faisabilité juridique, financière, institutionnelle du rôle des Nations Unies dans la supervision et/ou l'enregistrement du système UNIDROIT, mais nous réitérons nos doutes à ce sujet et nous voudrions éviter un parallèle, en tout cas sur cet aspect-là, un parallèle trop rapide avec d'autres organisations. Merci, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT : Je vous remercie, M. le distingué représentant de la Belgique, de votre coopération. J'ai sur ma liste des orateurs le distingué représentant de la Grèce.

M. V. CASSAPOGLOU (Grèce) : Merci, Monsieur le Président. Je voudrais répéter ce que mon collègue de la Belgique vient de clarifier, répéter ce que j'avais dit ce matin et j'aimerais que nos opinions exprimées en la matière, si possible, soient représentées quelque part, peut-être dans le type électronique des procès-verbaux que nous conservons, que ces vues soient citées *in extenso* et j'insiste parce que nous ne voudrions pas revenir à une situation douteuse en ce qui concerne notre position. Je dois répéter que nous n'acceptons pas, comme je l'ai dit ce matin et comme vient de le dire notre collègue de la Belgique, il n'y a aucune

comparaison entre l'OACI et l'Assemblée générale des Nations Unies dont font partie le Comité et les deux Sous-Comités et le Bureau en tant que sections du Secrétariat général. Nous ne pouvons pas confondre des choses qui sont tout à fait différentes. Au niveau fonctionnel, il y aura une surcharge du Secrétariat général dans les coûts. Nous connaissons les grands problèmes économiques auxquels l'Organisation des Nations Unies devrait faire face. Nous n'acceptons pas qu'un organe hautement politique soit mené dans des activités commerciales. C'est notre grande préoccupation, c'est une question de principe et je ne vois pas pourquoi les autres délégations nationales ne peuvent pas le comprendre. Il faut peut-être que l'on fasse une réunion spéciale, une réunion *ad hoc* pour examiner l'aspect institutionnel. Ce n'est pas une question faire ceci, faire cela, que le Bureau fasse ceci, fasse cela, c'est simplement pour le soutien du Secrétariat du Comité et de ses deux Sous-Comités, ça c'est la fonction du Bureau. Il y a peu de fonctionnaires, il y a peu de ressources économiques affectées au Bureau. Le Bureau n'est pas le serviteur du secteur privé, il faut bien le comprendre. Je m'excuse de m'exprimer comme cela, mais il faut qu'on comprenne qu'il n'y a aucune comparaison avec les agences spécialisées des Nations Unies. Dans cette enceinte, nous sommes des juristes, il faut qu'on se comprenne. Merci, Monsieur le Président.

Le PRESIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je n'ai pas d'autres orateurs sur ma liste au titre de ce point. Y a-t-il une délégation qui souhaite intervenir sur ce point ? Cela ne semble pas être le cas. Nous allons poursuivre l'examen de ce point 8 demain matin.

Propositions au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du Sous-Comité juridique (point 10 de l'ordre du jour)

Le PRESIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Puisqu'il nous reste encore un peu de temps cet après-midi, je vous propose que nous entamions l'examen du point 10 de l'ordre du jour, « Propositions au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du Sous-Comité juridique ».

Je vous avais indiqué ce matin que s'il nous restait du temps, nous pourrions justement examiner ce point de l'ordre du jour. Je sais que vous voulez également garder du temps pour le groupe concernant la délimitation et l'orbite géostationnaire. Ainsi, l'échange de vues sur le

point 10 ne sera pas très long, ce ne sera que le début de la discussion et nous allons poursuivre les consultations sur ce point demain ou même demain après-midi sans doute. Néanmoins, je pense qu'il serait bon de commencer.

Il vous sera peut-être utile, si je vous rappelle les différentes propositions qui nous ont été soumises, simplement pour vous rafraîchir la mémoire, les propositions qui avaient été formulées les années précédentes concernant les nouveaux points de l'ordre du jour à inscrire au programme du Sous-Comité juridique.

1. Examen ou révision des normes existantes du droit international applicables aux débris spatiaux. C'est une proposition émanant de la délégation de la République tchèque dès 1976, et ensuite la Grèce s'est associée à cette proposition.
2. Débat sur la nécessité et la souhaitabilité de la rédaction d'une convention globale universelle relative au droit international de l'espace. Cette proposition émane d'un groupe de pays, à savoir : la Bulgarie, la Chine, la Colombie, la Grèce, la République islamique d'Iran et la Fédération de Russie.
3. Convocation d'un groupe de travail informel ad hoc à composition non limitée se penchant sur l'utilité et la désidérabilité de l'élaboration d'une convention universelle globale sur le droit international de l'espace. Proposition de la Chine, la Colombie et la Fédération de Russie.

Ces deux dernières propositions, la 2 et 3 semblent assez proches, mais il semblerait que ces propositions aient été présentées séparément par différents groupes de coauteurs.

4. Coopération internationale pour limiter la publicité commerciale dans l'espace, gênante qui pourrait interférer avec les observations astronomiques. Proposition émanant des États-Unis.
5. Examen des principes déterminant l'utilisation par les États de satellites terrestres artificiels pour les télécommunications directes et les principes liés à la télédétection de la terre, de l'espace afin de transformer ces

textes en traités à l'avenir. Proposition émanant de la Grèce.

Voilà les cinq propositions qui ont été présentées ces dernières années et bien sûr elles sont toujours valables. J'aimerais avoir votre opinion sur la question ou si vous avez de nouvelles idées, vous êtes tout à fait invités à les formuler maintenant, idées concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du Sous-Comité juridique. Nous en avons discuté à la plénière et nous avons pensé qu'il serait tout d'abord utile de nous consulter, de consulter les différents groupes de délégations pour laisser la possibilité aux différentes délégations de présenter des nouvelles propositions le cas échéant.

Je vais vous rappeler la procédure qui a déjà été appliquée précédemment et qui s'est avérée assez utile à mon avis. Je vais nommer un coordonnateur sur ce point 10 de l'ordre du jour et demander à notre collègue suédois, le Dr Hedman, de bien vouloir nous aider. Voilà quelques éléments de discussion portant sur le point 10 de l'ordre du jour. Je vais maintenant ouvrir le débat, si vous avez des suggestions à formuler, faites-le maintenant. La Fédération de Russie.

M. V. Y. TITUSHKIN (Fédération de Russie) [*interprétation du russe*] : Je vous remercie. En complément de la liste des nouveaux points éventuels à inclure à la prochaine session du Sous-Comité juridique, nous voudrions faire une remarque. Notre délégation et la délégation de la Chine ont l'intention, conjointement, demain sans doute, de présenter un document de travail qui élaborera un petit peu l'idée de notre position sur ces nouveaux points de l'ordre du jour.

Le PRÉSIDENT [*interprétation de l'anglais*] : Je vous remercie pour cette remarque et nous allons donc attendre vos propositions qui nous seront soumises par écrit demain matin. Y a-t-il une autre délégation qui souhaite intervenir au titre de ce point 10 de l'ordre du jour ? Le représentant de la Grèce.

M. V. CASSAPOGLOU (Grèce) : Merci beaucoup, Monsieur le Président. D'abord, la Grèce est intéressée pour trois des quatre propositions que vous venez de mentionner pour un nouveau point d'ordre du jour. La proposition grecque concernant la transformation en traités des deux déclarations de principe pour la rediffusion directe et la télédétection. Bien sûr en me réservant la possibilité de m'exprimer d'une manière finale après les consultations que nous aurions avec notre très aimable collègue de la Suède, je pourrais en principe dire que ce sujet pourrait être examiné

dans le cadre du groupe de travail sur le statut des cinq traités dans une discussion générale concernant l'évolution du droit de l'espace. En ce qui concerne la proposition conjointe sur les débris spatiaux, c'est à nous, avec votre délégation, de nous consulter mais après la proposition de ce matin de la délégation française, nous pouvons peut-être, dans le cadre de ces consultations sous la présidence de la Suède, peut-être trouver une manière commune pour faire aussi avancer cette discussion.

Troisièmement, en ce qui concerne la proposition initialement présentée par la Fédération de Russie à laquelle la Grèce s'est aussi associée pour la discussion de la faisabilité de la désirabilité d'une convention de codification ou une convention universelle, nous pouvons aussi continuer à en parler dans le cadre du groupe de travail n° 4 pour être plus simple. Après ces explications, bien sûr, nous pouvons *[inaudible]*.

Le PRÉSIDENT : Je remercie le représentant de la Grèce. Naturellement rien n'empêche *[inaudible]* comme président du groupe de travail sur le point 4 de notre ordre du jour. *[inaudible]* ces questions dans le cadre de votre tâche, naturellement, mais maintenant nous discutons le point n° 10, c'est-à-dire la liste des points qui devraient être inclus pour l'ordre du jour de la session prochaine du Sous-Comité juridique. C'est clair, j'espère.

M. V. CASSAPOGLOU (Grèce) : Oui, c'est tout à fait clair. Mais j'ai dit que ma proposition initiale est que si on n'était pas d'accord pour inclure ces quatre, pour gagner du temps, parce que vous savez que la Grèce, trois fois, en ce qui concerne la proposition pour la transformation des déclarations de principe en traités, a dit nous revenons l'année prochaine, et cela fait déjà trois ans. Nous allons voir, mais c'est tout à fait clair que nous parlons dans le cadre du point 10 de l'ordre du jour et pas du point 4 de l'ordre du jour, c'est tout à fait clair. Mais c'est une idée pour faciliter les délégations d'en décider.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'anglais] :* Y a-t-il d'autres délégations qui souhaitent intervenir au titre de ce point de l'ordre du jour ? L'Argentine.

M. S. SAYÚS (Argentine) *[interprétation de l'espagnol] :* Merci. Pour ce qui est des cinq points proposés, je voudrais faire connaître la position de l'Argentine, notamment pour ce qui est du point 2 concernant la proposition d'une convention universelle des Nations Unies sur le droit de l'espace. Ma délégation ne pourrait appuyer une initiative de ce type que si cela ne signifie pas qu'on se propose de modifier ou de réviser les traités existants et qu'on produira des normes liées aux questions spatiales qui, pour l'instant, n'ont pas encore été élaborées. Merci.

Le PRÉSIDENT *[interprétation de l'anglais] :* Y a-t-il d'autres orateurs qui souhaitent intervenir à ce stade de nos travaux ? Cela ne semble pas être le cas. Nous allons poursuivre l'examen du point 10 demain matin. Je vais bientôt lever la séance du Sous-Comité pour permettre au groupe de travail sur le point 6 de se retrouver sous la présidence de M. Manuel Alvarez du Pérou. Mais avant de ce faire, je voudrais toutefois vous informer de notre programme de travail pour demain matin.

Demain matin, nous allons poursuivre et, je l'espère, nous allons conclure l'examen de fond du point 6 de l'ordre du jour, « Questions relatives à la définition et la délimitation de l'espace, et aux caractéristiques de l'orbite géostationnaire ». Nous allons poursuivre également l'examen du point 8, « Examen du projet de convention de l'UNIDROIT relative aux garanties internationales portant sur les matériels d'équipement mobile (ouverte pour signature à Cape) et l'avant-projet de protocole portant sur les questions spécifiques aux biens spatiaux », et poursuivre l'examen du point 10, « Propositions au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique concernant les nouveaux points à inscrire à l'ordre du jour de la 42^{ème} session du Sous-Comité juridique ». Ensuite, le groupe de travail sur le point 6 pourra se retrouver une fois de plus si nécessaire.

Y a-t-il des questions ou des commentaires sur ce programme de travail pour demain ? Cela ne semble pas être le cas. La séance est levée.

La séance est levée à 16 h 40.